

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 36 (1944)
Heft: 5-6

Artikel: Vers l'occupation complète
Autor: Bachmann, Herbert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384388>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

qu'il en soit, nous sommes encore si éloignés de cet état de choses idéal que nous avons, dès maintenant, le devoir de ne négliger aucune des possibilités qui s'offrent. S'y refuser, c'est opter délibérément pour le chaos.

M. le professeur Marbach nous a promis une réponse aux deux articles qui suivent. Avec raison, il a préalablement tenu à préciser que si la collaboration internationale qu'il préconise ne s'établit pas, l'échec des diverses solutions économiques envisagées est certain.

Si l'on considère le problème d'un point de vue légèrement différent et si, au lieu de songer avant tout à la théorie de l'occupation complète, on envisage la création de possibilités de travail sur le plan international, le Dr Bachmann lui-même devra probablement reconnaître que l'on est autorisé à constater que des possibilités s'ouvrent dans ce domaine et que l'on peut souscrire pleinement à la déclaration faite à Londres en 1942 par la Commission des crises du B. I. T.: « Si l'on considère le problème uniquement du point de vue de l'atténuation des crises économiques, la politique internationale des grands travaux se présente comme un problème international de financement. Il doit être résolu si l'on veut obtenir, après la guerre, des résultats efficaces dans ce domaine. »

Bien que cette constatation apparaisse encore très théorique, elle n'en est pas moins exacte. Comme le dit très justement M. le professeur Marbach dans la lettre qu'il nous adresse, « l'affirmation d'une théorie scientifique ne doit être influencée en rien par les chances qu'elle a ou n'a pas d'être réalisée ». C'est aux organismes existants ou à créer qu'il appartient de transposer autant que les circonstances le permettent cette théorie dans la réalité. R.

Vers l'occupation complète.

Par *Herbert Bachmann*.

« La guerre a développé de manière si considérable les possibilités de production que nous enregistrerons tôt ou tard un décalage entre l'offre de marchandises et la demande des consommateurs si nous ne prenons pas en temps voulu les mesures propres à y parer. » Cette constatation, sans aucun doute exacte, figure dans l'avant-propos de l'étude que le professeur Marbach a publiée en 1943 sous ce titre: « L'occupation complète. L'autre solution. » Il s'agit en grande partie d'une critique de la politique tendant à réaliser cette nécessité économique et sociale par la « création de possibilités de travail ». Marbach oppose à cette méthode celle du « financement subsidiaire de la consommation ». Sa critique est

juste, mais elle n'est pas nouvelle; en revanche, si la solution qu'il propose est neuve, le but auquel elle vise ne serait atteint que lorsque cette intervention aurait cessé d'être nécessaire.

Selon Marbach, la création de possibilités de travail n'est qu'un adjuvant provisoire; elle ne peut surmonter que momentanément la disproportion entre la capacité de production et la demande; elle l'aggrave même dans la mesure où les travaux entrepris contribuent à accroître la production. Nous pouvons ajouter que tous les travaux sont en quelque sorte productifs, même ceux qui ne paraissent pas l'être à première vue; par exemple, des routes stratégiques contribuent à accélérer la circulation des biens, l'assainissement des vieux quartiers ou les fouilles archéologiques attirent les touristes et font concurrence aux stations existantes. Nous avons donc toute raison de chercher à réaliser d'autre manière l'occupation complète.

« L'écart entre les possibilités de production et de consommation ne naît pas du manque de besoins naturels, mais uniquement de l'insuffisance de la demande et du pouvoir d'achat » (p. 30). « Les consommateurs qui seraient prêts à absorber les produits fabriqués en masse manquent des moyens financiers nécessaires » (p. 49). « A première vue, un État dont la capacité de production et la main-d'œuvre ne sont pas complètement utilisées, n'aurait qu'à créer du pouvoir d'achat pour surmonter la crise » (p. 57). « Il suffit de mettre davantage d'argent à la disposition des citoyens pour diminuer le chômage » (p. 58). « Mais à considérer le problème de plus près, cette supposition n'est exacte que si tous les États et non pas seulement un seul d'entre eux recourent à cette méthode... Les importations supplémentaires nécessitées par l'accroissement de la demande ne pourront être payées que si plusieurs États augmentent simultanément le pouvoir d'achat; en effet, nous ne sommes pas seulement en présence d'une demande de marchandises en provenance des pays B, C et D, etc., dans un pays A, mais aussi d'une demande supplémentaire de produits du pays A dans les pays B, C, et D, etc. » (p. 59). « Les divers États créeront artificiellement, en recourant à la planche à billets, les moyens financiers dont ils auront besoin pour encourager l'exportation et pour assurer la continuité des investissements privés en temps de crise... » « Il n'est pas besoin de préciser à l'intention des lecteurs au courant des problèmes monétaires que les mesures propres à créer dans des limites raisonnables un pouvoir d'achat subsidiaire destiné à remettre en circulation les biens immobilisés ou à utiliser toute la capacité de production, n'ont rien à voir avec l'inflation, à la condition évidemment de mettre sur pied une réglementation internationale... » « L'absorption de marchandises qui ne se vendent pas ou l'utilisation de toute la capacité de production ne provoqueront pas des hausses de prix. » (P. 62 et 63.)

Marbach suppose donc tout à la fois l'existence de besoins et de productions complémentaires, comme aussi d'une même dépres-

sion économique chez les divers partenaires: le pays A est victime du chômage et il a besoin des produits de B; B est dans la même situation et il demande les produits de A. Ces deux hypothèses sont inconciliables. En effet, si chacun des deux partenaires a besoin des produits de l'autre, et si tous deux sont dans le marasme, pourquoi ne produisent-ils pas pour échanger leurs marchandises? Ces deux suppositions sont d'ailleurs en contradiction avec l'analyse donnée au début par Marbach, à savoir que « l'écart entre les possibilités de production et de consommation ne naît pas du manque de besoins naturels, mais uniquement de l'insuffisance de la demande et du pouvoir d'achat ». Si les fabricants de l'article que je désire acheter ont besoin de la marchandise que je produis et que je ne sois pas complètement occupé, il suffit que je mette mes machines en marche pour fournir le produit demandé en échange de celui dont je manque; ce n'est pas là une question de pouvoir d'achat.

Il est regrettable que le professeur Marbach, qui dispose d'une vaste expérience et d'une grande connaissance de l'économie suisse, n'ait pas illustré par des exemples la solution qu'il préconise. Il aurait été amené à reconnaître qu'elle est utopique. Admettons, par exemple, que les employeurs et les salariés de l'horlogerie ne soient pas entièrement occupés et qu'ils désirent des produits coloniaux (coton, café, etc.); supposons, d'autre part, que les planteurs ont des stocks qu'ils ne peuvent vendre, que leur main-d'œuvre chôme, mais que tous ont besoin de montres suisses. En théorie, chacun des partenaires dispose du pouvoir d'achat nécessaire puisqu'il leur suffit d'échanger leurs produits jusqu'à ce que l'un deux soit pleinement occupé; mais alors, l'autre partenaire n'est pas sorti entièrement du marasme — admettons que ce soit l'industrie horlogère — parce que les planteurs de produits coloniaux qui désirent des montres ont atteint le maximum de leur capacité de production, qu'ils consacrent à acheter non seulement des montres, mais encore des produits qui leur semblent plus nécessaires, de sorte qu'ils ne disposent plus de pouvoir d'achat pour les montres. Si l'Etat met à leur disposition des moyens financiers subsidiaires, ils pourront acheter de nouvelles montres et donner ainsi du travail à l'horlogerie. Mais si la population horlogère consacre les gains résultant de ces exportations supplémentaires de montres à accroître ses acquisitions de produits coloniaux ou d'autres marchandises fournies par des branches pleinement occupées, elle provoquera de ce fait une augmentation des prix en éliminant les autres consommateurs de denrées coloniales ou d'autres marchandises, consommateurs dont le revenu n'aura pas augmenté proportionnellement. Mais si ces derniers parviennent à imposer une adaptation correspondante de leur revenu, ils obligeront l'Etat à fabriquer de la monnaie à un rythme égal à celui de l'accroissement de la production horlogère afin de maintenir celui-ci. Ce serait la marche à l'inflation. En d'autres termes, en

admettant la demande réciproque des biens produits par l'autre partenaire, on ne peut supposer un marasme des deux à la fois; un seul se trouve dans cette situation; en conséquence, un financement subsidiaire de la consommation ne provoque pas forcément l'utilisation des capacités de production, mais peut aussi bien être une cause d'inflation.

Le degré d'occupation ne peut être insuffisant chez les deux partenaires à la fois que si l'un seulement demande les produits de l'autre, mais que celui-ci n'ait pas besoin des marchandises du premier; l'insuffisance de l'emploi sera plus nettement marquée si chacun d'eux n'a que faire des produits de l'autre. Cela admis, il ne servirait à rien de mettre à la disposition de l'un et de l'autre un pouvoir d'achat subsidiaire; n'ayant pas besoin des produits livrés par les branches dont le degré d'occupation est insuffisant, mais des marchandises fournies par les activités utilisant entièrement leur capacité de production, ils consacreront cet argent à l'achat de ces articles et renforceront la tendance à l'inflation; plus encore, dans cette hypothèse, ni l'un ni l'autre des deux partenaires ne verrait augmenter son degré d'occupation. De deux choses l'une: ou la proposition de Marbach est superflue, ou bien elle mène à l'inflation. On ne peut satisfaire les besoins « naturels » qui ne sont qu'insuffisamment couverts sans imposer des sacrifices à quelqu'un; ce que l'on veut donner à l'un, il faut le prendre à un autre, et même sans indemnité.

Quoi qu'il en soit, la théorie de Marbach contient une idée juste: le maintien complet de la consommation des travailleurs des branches qui ne sont pas pleinement occupées. Mais recourir à cet effet à un financement subsidiaire, c'est faire une politique inflationniste. L'argent nécessaire doit être trouvé par l'impôt, c'est-à-dire prélevé sur les contribuables. Leurs sacrifices doivent être consacrés à maintenir entièrement le pouvoir d'achat du premier contingent de chômeurs. En effet, plus la différence entre les secours versés et le gain normal est forte et plus les branches dont ces chômeurs sont les clients verront baisser leur degré d'occupation; le marasme s'étendra et la somme des secours de chômage à payer augmentera. Il importe donc de verser aux chômeurs du premier contingent des indemnités compensant intégralement la perte de gain, ce qui contribuera à prévenir une extension du chômage.

Mais la solution tendant à accorder aux premiers chômeurs des secours qui soient l'équivalent du salaire normal conduirait rapidement à l'emploi total. En effet, quel salarié n'aspirerait-il pas à être un jour dans de pareilles conditions? Tous les travailleurs capables tendront à répartir également entre eux la capacité de production utilisable. Un équilibre s'établira entre la journée de travail trop longue de ceux qui sont pleinement occupés et le chômage complet des autres. Il en résultera une durée plus courte du travail. Celle-ci est déjà réglée par l'Etat. Dans l'hypothèse que

nous envisageons, de nouvelles interventions des pouvoirs publics ne seraient pas nécessaires: il suffirait de procéder de manière rationnelle. Cette solution n'impliquerait pas de nouvelles charges financières: il suffirait d'augmenter les salaires jusqu'à concurrence de la somme qu'auraient exigée les secours équivalant au gain normal à payer au premier contingent de chômeurs. Cette méthode, de plus, est possible sans accords internationaux. Chaque pays doit prendre soin lui-même de ses chômeurs; qu'il le fasse de cette manière ou d'une autre, cela ne modifie en rien ses frais de production. Les seules difficultés à craindre proviendront des erreurs, évitables, qui peuvent se produire lors de la réduction de la durée du travail. Il n'est pas nécessaire de conserver les horaires traditionnels de la production; l'accroissement de la productivité permet de les réduire. Une diminution de la durée du travail libérera le progrès technique de la malédiction du chômage; ce progrès, en accroissant les loisirs, deviendra une bénédiction.

Il n'est question que d'occupation complète et de droit au travail, mais bien peu d'une égale répartition des possibilités de travail entre tous. En cédant à cet entraînement général, les économistes faillissent à leur tâche. En effet, l'exactitude scientifique exige que tous les éléments du problème soient étudiés; la durée du travail constitue l'un d'eux. Marbach se borne à assimiler la journée de huit heures aux aspirations constantes de l'humanité: la liberté, la fraternité, comme s'il était possible de mettre une durée du travail correspondant à une époque déterminée sur le même pied que ces valeurs éternelles. Ne serait-il pas plus indiqué de joindre à ces revendications celle de la répartition égale entre tous des possibilités de travail existantes? Déjà on a rompu avec la tradition religieuse: six jours de travail et un jour de repos; déjà les hommes ont conquis un jour et demi de repos après cinq jours et demi de travail. La journée de huit heures est-elle donc intangible?

Dans cet ordre d'idées, il convient de rectifier une autre erreur de Marbach. Afin de justifier l'existence d'un « résidu irréductible de chômage », l'auteur écrit: « Le marché du travail constitue une partie du système économique fondé sur la concurrence; comme tout marché, il ne peut fonctionner de manière satisfaisante que si l'offre et la demande témoignent d'une certaine élasticité. Pour que le rendement des entreprises soit optimum, elles doivent disposer d'une certaine réserve de main-d'œuvre. » Mais l'élasticité du marché se traduit par les prix; des salaires plus élevés suffisent à provoquer les transferts de main-d'œuvre d'une entreprise à l'autre; il n'est pas besoin pour cela de chômeurs, d'une « armée industrielle de réserve ». De cette réserve, les industries peuvent disposer en tout temps en accroissant momentanément la durée du travail. Plus les contrats collectifs et les dispositions légales prolongent les délais de licenciement et moins le chômage peut être considéré comme un phénomène nécessairement connexe des

changements d'emploi. Rien ne s'oppose à l'occupation complète de toutes les personnes désireuses de travailler, et cela par l'adaptation de la durée du travail aux possibilités d'emploi. C'est uniquement une question de bonne volonté.

La quatrième solution: L'économie visant à la satisfaction des besoins.

L'organe international d'information « Planwirtschaftliche Korrespondenz » commente comme il suit la brochure que M. le professeur Marbach a consacrée au problème de l'occupation complète:

Quelle méthode M. le professeur Marbach recommande-t-il pour lutter contre les crises? Où propose-t-il d'appliquer tout d'abord le remède? Que convient-il de ranimer pour commencer: la production ou la consommation? « Cette question nous engage à vérifier la théorie trop longtemps dominante du développement des moyens de production, combiné parfois avec des mesures de l'Etat en vue d'assurer le démarrage de l'activité économique. » Marbach est adversaire de cette théorie; il se prononce de la manière la plus nette pour des « injections » de pouvoir d'achat destinées à ranimer la consommation.

Il nous semble faux d'opposer ces deux mesures de lutte contre la crise. En effet, il n'est pas possible de faire une distinction entre la consommation industrielle et celle de l'individu. Les périodes de prospérité sont toujours accompagnées d'un renouvellement massif de l'équipement des usines et fabriques, et seule une forte augmentation de l'activité de l'industrie des biens de production peut assurer les débouchés de l'industrie des biens de consommation. En effet, la plus grande partie des ouvriers sont occupés — et à des salaires plus élevés — dans l'industrie des biens de production. C'est aussi ce qui explique l'échec du New-Deal, qui a tenté, comme on le sait, de combattre la crise par des méthodes propres à accroître la vente des biens de consommation.

Comment les produits fabriqués doivent-ils être écoulés, et de quelle manière atteindre un degré aussi élevé que possible d'occupation complète? Les salariés constituent la grande masse des consommateurs et leur consommation est d'une importance décisive pour l'activité économique.

Marbach repousse les augmentations de salaire « parce qu'elles ont pour corollaire un accroissement des frais de production, lequel se traduit par une hausse des prix de détail, ce qui a uniquement pour effet de modifier la relation entre la monnaie et les biens. En outre, les relèvements de salaire doivent être généralisés pour éviter que certains employeurs bénéficient d'avantages particuliers au détriment d'autres. » Mais, dans ces conditions, comment donc développer la consommation? Marbach répond: « Les méthodes à